

Le Traité constitutionnel européen et la Guerre



La dépendance historique de l'Union européenne vis-à-vis de l'OTAN se poursuit. En décembre 2003, Javier Solana (secrétaire général de l'Union après avoir été celui de l'OTAN) faisait adopter par le Conseil sa *Stratégie européenne de sécurité* qui transposait dans l'Union la « doctrine Bush ». Aujourd'hui, le projet de Traité constitutionnel tente de fixer dans le marbre la vassalité de l'Union européenne et son embrigadement dans la « guerre au terrorisme », explique la journaliste britannique Diana Johnstone.

page 2

La soumission ou la révolution

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Aux États-Unis, le débat sur le remodelage du Proche-Orient se poursuit. Une chose est sûre : le monde arabe doit se soumettre. Ainsi, Augusto Lopez-Claros et Danielle Pletka se montrent menaçants : si les capitales arabes n'acceptent pas les diktats états-unis, elles subiront des révolutions. Pour Ileana Ross-Lehtinen, le Congrès US déterminera qui est un ami et qui est un ennemi dans la région en fonction de la générosité des États arabes avec l'Autorité palestinienne.

page 6

REPÈRE : 4 AVRIL 1889

La fin du Boulangisme

Brillant général lors de la guerre de 1870, Georges Boulanger devient, en 1886, ministre français de la Guerre. Grand orateur, amateur de bon mots qui ravissent la presse de boulevard, défenseur de l'armée et du « petit peuple » contre les « riches » et les « juifs » il acquiert vite une immense popularité. Inquiet devant toute « agitation populiste », le gouvernement l'écarte. À Paris on manifeste en chantant : « Il reviendra, Boulange, Boulange ! ». À un moment où la République est ébranlée par des scandales financiers, Boulanger devient le chef de file d'une coalition hétéroclite rassemblant radicaux, anciens communards, nationalistes, bonapartistes, orléanistes, tous unis par la haine de la « république cosmopolite ». Élu triomphalement à Paris en 1887, ses partisans s'arment pour une « marche sur l'Élysée », mais Boulanger préfère attendre les élections six mois plus tard - où il sera battu. Accusé de complot contre la sûreté de l'État, il se réfugie, le 4 avril 1889 à Bruxelles où il se suicidera sur la tombe de sa maîtresse, en septembre 1891. ■



SELON SES PROPRES CRITÈRES, LA « GUERRE AU TERRORISME » DE WASHINGTON EST UN ÉCHEC

Après 19 années consécutives de recensement scrupuleux des « actes terroristes » dans le monde, le département d'État états-unien vient d'annoncer la fin de sa publication annuelle *Patterns of Global Terrorism*, invoquant de possibles failles dans la méthodologie utilisée pour en établir les statistiques. Pourtant Larry C. Johnson, ancien analyste de la CIA et actuellement conseiller en contre-terrorisme auprès du secrétariat d'État, affirme que la raison est tout autre : il s'agirait pour l'administration Bush de cacher les véritables statistiques qui, après un record de 172 « actes terroristes » en 2003, atteindraient au moins le nombre de 655 pour l'année 2004 (non compris les actions de la résistance irakienne), avec environ 300 de ces actes localisés dans la région du Kashmir indien (photo). Cette réalité entrerait ainsi en contradiction flagrante avec les déclarations de George W. Bush sur les « progrès de la guerre au terrorisme ». ■

Le Traité constitutionnel européen et la Guerre

La dépendance historique de l'Union européenne vis-à-vis de l'OTAN se poursuit. En décembre 2003, Javier Solana (secrétaire général de l'Union après avoir été celui de l'OTAN) faisait adopter par le Conseil sa *Stratégie européenne de sécurité* qui transposait dans l'Union la « *doctrine Bush* ». Aujourd'hui, le projet de Traité constitutionnel tente de fixer dans le marbre la vassalité de l'Union européenne et son embrigadement dans la « *guerre au terrorisme* », explique la journaliste britannique Diana Johnstone.



Le projet de Traité constitutionnel européen est rempli d'expressions de bonne volonté qui n'engagent à rien, accompagnées d'engagements concrets qui vont dans le sens opposé.

Exemple significatif : selon l'article I-3, l'Union « *a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples* ». La paix est le but proclamé par tous les guerriers. Après ce vœux pieux, en termes pratiques il n'y a aucune mesure prévue pour promouvoir la paix : par exemple, une politique internationale en faveur du désarmement mutuel progressif, notamment nucléaire, ou pour la création de nouvelles dispositions capables d'engendrer une résolution pacifique des conflits.

Par contre, la politique étrangère est dès le début définie comme « *politique*

étrangère et de sécurité commune » ; non pas comme « la politique étrangère et de paix internationale », par exemple. Cette préoccupation sécuritaire, déjà dominante, est renforcée par la première phrase de l'article I-41 : « La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune ».

Et cette politique est sous l'influence de l'Otan, donc des États-Unis. L'article I-41 précise que la politique de l'Union « respecte les obligations découlant du Traité de l'Atlantique-Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre ».

Le paragraphe 3 de cet article I-41, capital, exclut effectivement toute politique de désarmement : « Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires ». Une « Agence européenne de Défense » mettra en œuvre « toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense ».

Et quels seront les buts de cette amélioration des capacités militaires ? Il ne s'agit pas de la « défense » dans le sens classique du terme. Au lieu d'un engagement pour courir à l'aide d'un voisin agressé, on trouve cette curieuse « Clause de solidarité », l'article I-43, qui désigne l'ennemi potentiel comme le « terrorisme » : « L'Union et ses États membres agissent conjointement dans un esprit de solidarité si un État membre est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. L'Union mobilise tous les instruments disponibles, y compris les moyens militaires mis à sa disposition par les États membres, pour :

- prévenir la menace terroriste sur le territoire des États membres ;
- protéger les institutions démocratiques et la population civile d'une éventuelle attaque terroriste ;
- porter assistance à un État membre sur son territoire, à la demande de ses autorités politiques, dans le cas d'une attaque terroriste » (Le point b) parle des catastrophes naturelles.)

Au cours de la Partie III du Traité constitutionnel, sur les politiques et le fonctionnement de l'Union, on revient sur la menace terroriste dans l'article III-309, qui énumère les missions dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune qui « incluent les actions conjointes en matière de désarmement, les missions humanitaire et d'évacuation, les missions de conseil et d'assistance en matière militaire, les missions de prévention des conflits et de maintien de la paix, les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix et les opérations de stabilisation à la fin des conflits. Toutes ces missions peuvent contribuer à la lutte contre le terrorisme, compris par le soutien apporté à des pays tiers pour combattre le terrorisme sur leur territoire ».

Bien qu'on y mentionne le désarmement, le contexte indique qu'il s'agit du désarmement des autres, et non pas un désarmement mutuel. Ce sont en effet toutes des missions « hors zone », dans les pays plus ou moins lointains considérés comme sources des conflits et du « terrorisme ».

Quand on considère que l'article I-41 lie l'Union, via l'Otan, à la politique de sécurité et de défense des États-Unis, il devient clair que ce projet de Traité constitutionnel souscrit à la paranoïa internationale de Washington qui militarise « *le terrorisme* » comme prétexte pour l'intervention tous azimuts. Les auteurs de ce texte semblent vouloir faire de l'Union Européenne le « *bon flic* » à côté du « *méchant flic* » états-unien dans la croisade militaire pour une mondialisation néolibérale.

Cette mondialisation néolibérale est impliquée dans l'Article III-292, qui promet une action visant à « *promouvoir dans le reste du monde* » ses valeurs, entre autres, et « *encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international* ». En pratique, cela veut dire priver les pays pauvres des mesures de protection des jeunes industries et des services publics sans lesquels aucun développement indépendant n'est possible.

Notons qu'il n'y a aucune procédure pour une déclaration de guerre. Ainsi cette Europe suit la pratique des États-Unis dont l'exécutif ne demande plus au Sénat, comme il est stipulé dans leur Constitution, de déclarer la guerre, mais se permet de faire la guerre un peu partout sous prétexte de « *valeurs* » ou de « *lutte contre le terrorisme* ».

Au Congrès états-unien, on peut toujours, si l'on veut, mener un vrai débat sur la politique étrangère à tout moment. Selon ce projet de Traité constitutionnel (article III-304), le Parlement européen « *procède deux fois par an à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de sécurité et de défense commune* ». Cela est particulièrement dérisoire quand on sait qu'il n'y a jamais de vrai débat au Parlement européen, mais plutôt des interventions en série préparées à l'avance et soigneusement minutées (normalement deux ou trois minutes) selon l'importance de chaque groupe politique, et tenues dans la langue nationale de l'orateur à l'intention du public de son pays.

Il est tout à fait logique que ce projet de Traité constitutionnel, tout en démolissant les protections sociales en faveur de la « *concurrence libre et non faussée* » et un « *marché hautement compétitif* » (article I-3 et alia), tente d'encadrer l'Europe dans le carcan d'une politique d'augmentation d'armement et d'intervention militaire, pour promouvoir l'extension au monde entier de « *ses valeurs et ses intérêts* », à l'instar des États-Unis.

La grande différence avec les États-Unis est que les politiques sociales rétrogrades et les politiques agressives militaires ne sont pas inscrites dans la Constitution des États-Unis comme elles le seraient dans celle-ci. Par ailleurs, contrairement aux procédures plus ou moins claires pour amender d'autres constitutions, dans ce cas la procédure d'amendement est particulièrement tordue (article IV-443) : le Conseil convoque une Convention qui peut adopter par consensus une recommandation à une Conférence des représentants des gouvernements des États membres qui peut « *arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au présent traité* ». Puis il faudrait que les modifications soient « *ratifiées par tous les États membres* ».

Bref, on ne peut amender cette Constitution qu'à l'unanimité de tous les États membres - ce qui sera exceptionnel.

Diana Johnstone

*Journaliste britannique, collaboratrice de Covert Action Quarterly et auteure de **Fools' Crusade : Yugoslavia, Nato, and Western Delusions** (Monthly Review Press, 2003) et de **The Politics of Euromissiles : Europe's Role in America's World** (Routledge, 1984).*

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La soumission ou la révolution

Analyse

Au Liban, Najib Mikati est en train de former son gouvernement. Celui-ci aura surtout pour tâche d'organiser les prochaines élections dans le contexte du départ des troupes syriennes. Aujourd'hui, les protagonistes libanais sont tournés vers l'échéance électorale et surtout vers ses suites, qui pourraient bien être un accroissement des exigences états-unienne pour un désarmement du Hezbollah.

Dans une lettre ouverte à un ami anonyme, publiée par *Le Figaro*, Hassan Nasrallah secrétaire général du Hezbollah, dénonce l'influence d'Israël et des États-Unis dans les bouleversements que connaît son pays. Il affirme que si son parti est désarmé, Israël pourra alors agir à loisir au Liban. Il demande à la France de cesser sa politique ayant mené à l'adoption de la résolution 1559 et, au contraire, d'aider à l'unification nationale libanaise. Dans le même quotidien, Fouad Naïm, directeur de Radio Orient, se réjouit du départ syrien et de la victoire de l'opposition, qu'il annonce comme la gagnante de l'élection à venir. Bien que le postulat de départ de l'auteur soit le contraire de celui d'Hassan Nasrallah, il arrive à la même conclusion que le secrétaire général du Hezbollah : à l'heure actuelle, compte tenu du contexte régional et national, le désarmement du « parti de Dieu » n'est pas possible. Il n'est envisageable que dans le cadre d'un accord de paix régional. Il demande donc à la communauté internationale d'accepter les propositions de négociations de Bachar El Assad.

Pendant ce temps, aux États-Unis, le débat sur le remodelage du Proche-Orient se poursuit. Toutefois, loin de s'interroger sur la pertinence d'une telle politique, ce sont les méthodes à employer ou les cibles prioritaires qui font débat. Ce n'est pas l'impérialisme qui pose question chez les élites états-unienne, mais son application. Faut-il privilégier la force ou employer la

méthode douce « à l'ukrainienne » ? Sur quel pays s'appuyer ? Quelle place réserver à Israël dans ce schéma ?

Augusto Lopez-Claros du Forum économique mondial et Danielle Pletka de l'American Enterprise Institute appellent les pays arabes à la réforme dans l'*International Herald Tribune* et se montrent menaçants. Plus qu'une démocratisation, c'est à une réforme économique libérale qu'ils appellent ces pays. Selon eux, il s'agit du seul moyen de permettre la croissance économique. Il s'agit surtout d'un moyen d'ouvrir davantage ces pays aux capitaux états-unien. Les auteurs justifient ces transformations au nom de la lutte contre le terrorisme, mais plus encore de la lutte contre l'installation de régimes hostiles aux États-Unis. Dans ce texte, on note que comme au temps de la Guerre froide, la démocratisation n'est pas tant un objectif en soi qu'un moyen d'installer des régimes plus efficaces que les précédents. Les auteurs concluent leur texte par une mise en garde : si les pays n'évoluent pas par eux mêmes, alors ils doivent s'attendre à des révolutions. Ce qui se passe au Liban semble dans toutes les têtes.

La Jordanie, pays allié de Washington, pourrait bien être sur la liste des pays à « réformer » suivant cette logique. L'ancienne conseillère de Madeleine Albright, Maggie Mitchell Salem, note dans le *Daily Star* que les néo-conservateurs préparent l'opinion états-unienne à une politique plus agressive contre Amman comme ils le font déjà avec l'Égypte et l'Arabie saoudite. Pour l'auteur, la monarchie hachémite s'est crue protégée en raison de sa docilité sur le plan internationale, mais aujourd'hui il lui faut également accepter que les États-Unis fixent sa politique intérieure. C'est la soumission la plus totale qui est désormais exigée. Démonstration de ce principe, la représentante républicaine de Floride, Ileana Ros-Lehtinen se livre à une tentative de racket dans le *Jerusalem Post* : si les États arabes n'utilisent pas les revenus du pétrole pour financer l'Autorité palestinienne comme le souhaite Washington et Tel-Aviv, le Congrès états-unien pourrait les considérer comme des ennemis. Avec les conséquences que cela implique.

La politique à adopter vis-à-vis d'Israël est débattue à Washington. Pour certains, Tel-Aviv est un allié contre les Arabes et il faut le soutenir coûte que coûte ; pour d'autres, le remodelage en douceur du Proche-Orient via des révolutions colorées ne peut avoir lieu que si on parvient à faire lâcher du lest à Israël et qu'on lui fait adopter une position moins jusqu'au boutiste. Le chercheur français Pascal Boniface revient sur ce débat dans deux textes publiés le même jour.

Dans une interview au site *Oumma.Com* consacrée à la politique étrangère des États-Unis et au « choc des civilisation », il affirme que les néo-conservateurs sont en train de créer les conditions d'une confrontation avec le monde musulman. Suivant cette logique, ils ne souhaitent rien imposer à Israël, un allié précieux. Cette alliance pourrait même aller jusqu'à l'adhésion à l'OTAN. Dans *Gulf News*, l'auteur examine cette éventualité et note des signes inquiétants d'un rapprochement entre l'Alliance atlantique et le gouvernement Sharon. Rappelant que l'OTAN a encore théoriquement comme seule mission la défense de l'Europe occidentale, il met en garde les Européens contre cette adhésion : les intérêts d'Israël ne sont pas ceux de l'Europe.

Alors qu'on débat de l'avenir de la défense européenne et de l'OTAN, le ministre allemand de la Défense, Peter Struck décrit dans les grandes lignes sa politique

dans une interview au *Berliner Zeitung*. Pour lui, l'Allemagne a réussi à dépasser le tabou de la modernisation de l'armée et du déploiement des troupes à l'étranger. Il faut poursuivre ce processus et construire une armée allemande modernisée. Il s'abstient par contre de décrire précisément dans quel cadre devraient servir ces troupes, une défense européenne indépendante ou l'OTAN ?

Réseau Voltaire

Hassan Nasrallah



Hassan Nasrallah est secrétaire général du Hezbollah.

« Lettre à un ami français »

Source : Le Figaro

Référence : « Lettre à un ami français », par Hassan Nasrallah, *Le Figaro*, 15 avril 2005.

Cher ami,

A l'heure où je rédige ce texte, mon pays, le Liban, traverse une période trouble en raison d'une conjonction de développements locaux et internationaux. Cela nécessite le rassemblement de tous les Libanais et de leurs alliés, France en tête. En 1982, Israël a envahi notre capitale sous un prétexte fallacieux. Cette occupation a causé des dizaines de milliers de martyrs et de blessés et des ravages matériels, économiques, sociaux et psychologiques d'une grande ampleur, dont les séquelles continuent de se faire sentir. Les Libanais se sont regroupés pour organiser la résistance contre l'occupant et ils l'ont progressivement fait reculer pour qu'il quitte presque totalement notre territoire à l'exception des fermes de Chebaa. Depuis 2000 et malgré l'expression de son inquiétude par l'ONU, notre espace aérien est constamment violé par Israël et les responsables politiques de ce pays continuent de nous menacer. La résistance, de son côté, adopte une posture défensive, respectueuse des frontières internationales, et agit dans le cadre de la stratégie de l'État libanais en parfaite coordination avec l'armée nationale, pour dissuader toute agression israélienne. Sans les armes de la résistance, le Liban serait à la merci d'Israël et c'est pour cela que les diplomates israéliens sillonnent le monde et mobilisent leurs lobbies pour demander que le Hezbollah soit inscrit sur la liste des organisations terroristes.

Dans ce contexte, la résolution 1559 du Conseil de sécurité, fruit d'un grand compromis entre la France et les États-Unis au détriment de notre petit pays, est intervenue au moment même où ce dernier était confronté à une situation politique intérieure complexe. Dans ce texte, les Français ont exigé le départ des troupes syriennes et les États-Unis le désarmement des milices libanaises. La synthèse de ces deux points a permis une amélioration des rapports tendus entre ces deux pays. Cependant, ce compromis a favorisé Israël au détriment du Liban, fidèle et vieil ami de la France. Cette résolution a déstabilisé le pays. Le 14 février, un crime effroyable a coûté la vie à l'ancien premier ministre Rafic Hariri, un homme ayant consacré sa vie et son énergie au service de son pays et de sa reconstruction. Un homme avec qui nous nous accordions sur tous les

enjeux cruciaux : la nécessité de préserver la résistance et d'édifier un État moderne et juste, débarrassé du communautarisme. Nous étions tous les deux partisans d'une pleine application des accords de Taëf, véritable fondement politique consensuel du projet sus-mentionné. Tous les Libanais ont été profondément ébranlés par ce crime effroyable. Toutefois, en lieu de l'unité nationale nécessaire pour faire face aux conséquences de celui-ci, une dangereuse polarisation a vu le jour. Ce crime a été instrumentalisé pour lancer une campagne de dénigrement sans preuves contre les autorités libanaises et la Syrie, afin de déstabiliser le pays. Nous avons manifesté pour demander la vérité sur la mort de Rafik Hariri, demander l'application des accords de Taëf et préserver les armes de la résistance tant que la menace israélienne subsistera. Le 30 avril, les forces syriennes auront achevé leur retrait du Liban, après 29 ans de présence qui auront permis d'arrêter la guerre civile, la reconstruction de l'armée libanaise et le départ d'Israël. Cette présence a donné lieu à de graves erreurs syriennes et libanaises qui ont affecté notre relation ; elles ont été reconnues par le président syrien. Elles ont affecté des relations que nous souhaitons excellentes car l'alliance avec la Syrie est indispensable d'un point de vue stratégique et économique. Nous devons trouver une porte de sortie à l'impasse actuelle. Nous appelons au dialogue toutes les forces libanaises et la France, pour qui le Hezbollah éprouve une grande amitié, est invitée en tant qu'amie du Liban à encourager le dialogue national et la réconciliation interne. Sa participation à l'élaboration de la résolution 1559 a interloqué de nombreux Libanais qui n'aiment pas voir la France aux prises avec une hégémonie américaine déchaînée et agressive.

Nous devons tous avoir à l'esprit que le Liban, pour des considérations géographiques, politiques et culturelles, concentre en lui l'essentiel des enjeux dans la région et pour faire face le Liban doit être uni. Veuillez croire, cher ami, en l'assurance de mon amitié sincère.

Fouad Naïm

Fouad Naïm est
journaliste et PDG de
Radio Orient.

« Soigner la Syrie pour épargner le Liban »

Source : Le Figaro

Référence : « Soigner la Syrie pour épargner le Liban », par Fouad Naïm, *Le Figaro*, 15 avril 2005.

Le Liban semble depuis 30 ans être destiné à toujours devoir faire appel à une puissance étrangère pour se débarrasser d'une autre, avant d'en appeler une nouvelle. Ce sera la Syrie contre l'OLP, Israël contre la Syrie et l'OLP, à nouveau la Syrie contre Israël et enfin... la France, les États-Unis et le monde entier contre la Syrie. A chaque fois, ces changements ont coûté leur lot de victimes. Galvanisée par un assassinat et aidée par une conjoncture internationale favorable, l'opposition libanaise vient de réussir l'impensable : bouter la Syrie hors du Liban. Après plus de quinze ans d'un pouvoir suffoquant et sans partage, Damas va retirer ses troupes et ses services de renseignement mais gardera de toute évidence une présence "politique" certaine. Damas garde en

effet sur place un allié de taille dans le Hezbollah, qui partage avec la Syrie la volonté de résister à Israël et de s'opposer au plan d'un "Grand Moyen-Orient" américain. Cette alliance est d'autant plus fondée que le Hezbollah est la prochaine victime désignée de la résolution 1559. Il semble que les États-Unis soient prêts à lâcher du lest et à accorder un moratoire, mais tôt ou tard les États-Unis demanderont au prochain gouvernement, vraisemblablement formé par l'actuelle opposition, de désarmer le parti chiite. Le risque d'un retour de la Guerre civile avec l'application de cette mesure est grand.

À Beyrouth, certains veulent croire que sans la tutelle syrienne le Hezbollah déposera les armes de lui-même. C'est oublier que ce parti se veut l'avant garde de la résistance à Israël et qu'il n'est pas le " client " de Damas. Quand le cheikh Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, affirme que ses combattants ne sont pas des mercenaires à la solde de Damas, ce n'est pas pour prendre ses distances vis-à-vis de la Syrie, mais au contraire pour mieux souligner que son alliance avec ce pays est d'ordre stratégique et non une relation de maître à esclave. Si on veut désarmer le Hezbollah, il faut avant tout organiser une solution pacifique régionale qui inclut la Syrie. Par deux fois, Bachar el-Assad a proposé l'ouverture de négociations ; il faut espérer que la communauté internationale répondra à cet appel.

Danielle Pletka, Augusto Lopez-Claros



Danielle Pletka est vice-présidente chargée des questions d'affaires étrangères et de défense de l'American Enterprise Institute. Elle fut administratrice du Committee for the Liberation of Iraq. Elle a été signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine.



Augusto Lopez-Claros est directeur du Global Competitiveness Program du Forum économique mondial.

« Sans la réforme, le Moyen-Orient risque la révolution »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Without reforms, the Mideast risks revolution », par Augusto Lopez-Claros et Danielle Pletka, *International Herald Tribune*, 7 avril 2005.

Peu doutent que le statu quo dans le monde arabe n'est pas tenable. Cette région est soumise au plus fort taux de croissance de la population du monde et aussi au plus fort chômage. Pour que ces millions de personnes soient employées, il faut intégralement repenser le modèle économique de ces pays. Les pays arabes dépendent totalement des évolutions du marché du pétrole et sont totalement à la merci des évolutions du cours du baril. Les échanges entre pays arabes sont minimes et les exportations non-pétrolières des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont équivalentes à celle de la Finlande. S'ils n'évoluent pas, ces pays vont devenir explosifs, mais la réforme ne semble pas être la priorité des gouvernements locaux. Il faut amorcer un vaste programme de libéralisation des économies et de privatisation afin de rendre ces pays compétitifs. Au Koweït, le secteur public emploie 94% de la force de travail. Certes, on organise des élections dans ces pays, mais on ne laisse pas les partis se former librement et la presse n'est pas libre. Le populisme et l'islamisme n'offrent pas de modèle permettant une croissance du monde arabe, or seule la croissance peut permettre de saper le développement d'Al Qaïda dans la région. S'il n'y a pas d'évolution, il y aura des révolutions.

Maggie Mitchell-Salem

Ancienne fonctionnaire au département d'État et « assistante spéciale » de Madeleine Albright (1998-2000), Maggie Mitchell-Salem est consultante en communication et politique publique à Washington. Elle est ancienne responsable de la communication du Middle East Institute.

« La Jordanie en disgrâce à Washington »

Source : Daily Star

Référence : « Jordan falls from grace in Washington », par Maggie Mitchell Salem, *Daily Star*, 18 avril 2005.

La Jordanie est-elle encore la favorite de la campagne de **George W. Bush** pour réformer, démocratiser et libéraliser l'économie du Moyen-Orient ? La dernière rencontre entre **Abdallah de Jordanie** et George W. Bush pourrait le laisser penser en apparence, mais en privé les rapports se détériorent. La stratégie jordanienne qui consistait à avoir une politique régionale favorable à Washington, en échange d'un oubli par les États-Unis de sa situation intérieure, ne fonctionne plus.

Dernièrement, devant l'**Hudson Institute**, **Richard Perle** a présenté la Jordanie, avec l'Égypte et l'Arabie saoudite, comme un régime fermé où se développait le terrorisme. Il ne s'agit pas d'une remarque accidentelle car c'est de ce pays que sont issus Zarquaoui et d'autres terroristes. Dans un éditorial du *Washington Post*, **Jim Hoagland** a affirmé pour sa part qu'Abdallah est à George W. Bush ce que **Yasser Arafat** était à **Bill Clinton**. Ce propos doit être minimisé toutefois, car Hoagland est un partisan d'**Ahmed Chalabi**, accusé de fraude bancaire par le gouvernement jordanien. Autre signe, plus inquiétant cette fois, **Condoleezza Rice** a affirmé que le maintien du statu quo n'était plus parmi les objectifs de la politique états-unienne dans la région.

La Jordanie a compris ces signes et on peut interpréter son attitude au sommet de la Ligue arabe comme un moyen de revenir dans les bonnes grâces des États-Unis en demandant une normalisation des rapports de ces pays avec Israël. Amman n'a pas compris que les règles du jeu avaient changé : soutenir Washington n'est plus un moyen d'obtenir quelque chose en retour, c'est une pré-condition à toute discussion. Abdallah II s'est entouré de réformateurs, mais leur tâche est impossible à réaliser à cause de la situation économique qui favorise le mécontentement. Il sera difficile de gagner la sympathie de Washington désormais.

Ileana Ros-Lehtinen



Ileana Ros-Lehtinen est députée républicaine de Floride et préside le sous-comité sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale de la Commission des Relations internationales de la Chambre des représentants. Militante anti-castriste, elle est aussi co-rédactrice d'un projet de loi prévoyant des sanctions économiques contre la Syrie et ouvrant la voie à une intervention militaire.

« Les États arabes doivent financer la paix, pas la guerre »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Arab states must fund peace, not war », par Ileana Ros-Lehtinen, *Jerusalem post*, 11 avril 2005.

Béni par une manne pétrolière, les États arabes en ont profité pour financer le terrorisme contre Israël. Depuis des décennies, les États arabes financent le terrorisme tout en reprochant à Israël de se défendre. De son côté, au contraire, le peuple d'Israël a démontré son engagement en faveur de la paix et a fait de terribles sacrifices matériel et humains pour y parvenir.

Le président **George W. Bush** a clairement exprimé les conditions à remplir pour qu'Israéliens et Palestiniens parviennent à atteindre leurs objectifs et il s'est engagé en faveur de la résolution du conflit. Israël, les États-Unis et nos alliés, parmi lesquels la Grande Bretagne, ont pris l'initiative. désormais, les regards se tournent vers les pays arabes qui doivent faire une contribution positive en faveur de la paix et de la stabilité régionale. Les pays de l'OPEP ont largement bénéficié de la hausse des cours du pétrole en 2004, et donc les gestes qu'ils feront en faveur de la réforme de l'Autorité palestinienne seront un bon indicateur pour le Congrès états-unien sur le soutien de ces pays à la paix. Cela indiquera leur contribution à la lutte contre le terrorisme.

Soutenir une réforme de l'Autorité palestinienne au lieu du terrorisme est indispensable. Il faudra cependant rester vigilants pour s'assurer que les fonds ne financent pas les opérations de terroristes, l'achat d'armes ou la propagande antisémite. Il est temps pour les pays arabes de s'engager en faveur de la paix.

Pascal Boniface



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignants dans les

« Vers la Quatrième guerre mondiale ? »

Source : Oumma.Com

Référence : « Vers la Quatrième guerre mondiale ? », par Pascal Boniface, *Oumma.Com*, 8 avril 2005. Ce texte est adapté d'un interview.

Dans mon dernier livre, j'essaye d'analyser le discours sur la guerre au terrorisme. La thématique de la menace de l'islam n'est pas née avec le 11 septembre, elle s'est construite tout au long des années 90. A la fin de l'URSS, certains responsables occidentaux ont cherché une menace de substitution et ont très rapidement proposé de remplacer la menace Sud comme facteur

Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille. Il est membre du Comité Consultatif sur le désarmement auprès du Secrétaire général de l'ONU.

fédérateur des Occidentaux, évidemment sous la houlette américaine. Par la suite le discours sur le choc des civilisations est venu se greffer sur cette thématique de la menace Sud. Elle avait pour avantage de donner une grille de lecture plus intellectuelle apparemment moins ouvertement raciste et plus sophistiquée. **Samuel Huntington** s'efforce ainsi de démontrer que l'islam est plus sanguinaire et belliqueux que les autres religions.

Aujourd'hui, on voit le conflit israélo-palestinien comme la matrice du choc des civilisations, mais pourtant Huntington n'en parle presque pas dans son livre. En fait, ce conflit est surtout l'illustration du double standard en matière d'application du droit international, car l'occupation israélienne se poursuit en violation des résolutions de l'ONU. En fait, Israël ne tient que grâce au soutien de Washington. Or, ce soutien n'a jamais été aussi fort. **George W. Bush** généralement approuve au nom de la lutte contre le terrorisme l'ensemble de l'action du gouvernement israélien et lorsqu'il émet des désaccords, il n'en tire aucune conclusion pratique. Or ses prédécesseurs s'étaient parfois mis sur la route d'Israël. Autre paradoxe de la situation, l'Union européenne est le premier fournisseur d'aide aux Palestiniens et le premier partenaire commercial d'Israël, mais elle ne parvient pas à s'affirmer politiquement dans la région. Il faut que l'Europe affirme davantage sa détermination et sa politique ; elle en a les moyens, c'est une question de volonté politique.

Il y a une triple impasse politique, militaire et économique dans la façon dont est menée la lutte contre le terrorisme. On ne s'attaque qu'aux effets, pas aux causes du problème. Contrairement à la Guerre froide, durant laquelle l'Union soviétique s'est effondrée faute d'avoir pu suivre économiquement et technologiquement la compétition avec le monde occidental, rien de tel dans la guerre contre le terrorisme. Une protection totale est impossible et les attaques peuvent être menées à bas coût.

Aujourd'hui, le principal obstacle à la redéfinition de l'ordre stratégique au Proche-Orient est la façon dont Washington est vu par les populations locales. Cet avis est aujourd'hui partagé par des gens comme **Richard Clarke**, **George Soros** ou **Zbigniew Brzezinski** et ils demandent un soutien moins affiché vis-à-vis d'Israël. Au contraire, pour les néo-conservateurs, nous sommes entrés dans la Quatrième Guerre Mondiale et il faut former une coalition pour une guerre de longue haleine. Le problème est que l'actuelle politique américaine, tout en disant rejeter la thèse du choc des civilisations, en crée tout simplement les conditions.

Pascal Boniface



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignants dans les Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille. Il est membre du Comité Consultatif sur le désarmement auprès du Secrétaire général de l'ONU.

« Une adhésion d'Israël à l'OTAN ? »

Source : Gulf News

Référence : « Nato membership for Israel ? », par Pascal Boniface, *Gulf News*, 8 avril 2005.

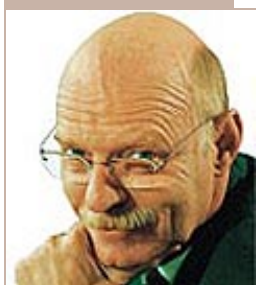
Pour l'instant on ne voit que des propositions non officielles sur ce sujet, mais on se rapproche pourtant d'une adhésion israélienne à l'OTAN.

Tout a commencé à la conférence d'Herzliya où la communauté stratégique israélienne s'est rassemblée l'année dernière. À cette occasion, **Ronald Asmus** du German Marshall Fund s'interrogeait sur les raisons du partenariat de l'OTAN avec la Géorgie et non avec Israël. Asmus affirma qu'Israël était " une démocratie partageant nos valeurs " et " une zone extrêmement importante pour l'OTAN. Certains Israéliens vont plus loin : le Moyen -Orient est une zone qui représente un grand danger pour l'occident avec le terrorisme, l'extrémisme religieux, la prolifération des armes de destruction massive et la politique iranienne. Or, il s'agit de menaces pour l'État juif également, donc il serait logique que l'OTAN coopère avec Tel-Aviv. L'ambassadeur d'Israël auprès de l'Union européenne (basé à Bruxelles, tout près du siège de l'OTAN) a également proposé de mettre en place des programmes militaires communs. En février **Jaap de Hoop Scheffer** est devenu le premier secrétaire général de l'OTAN à se rendre en Israël. Il a évité toutes les questions à propos d'une éventuelle adhésion, mais sa visite marque un rapprochement. Les lobbyistes de Washington ont commencé à influencer des membres du Congrès pour parvenir à cette adhésion.

L'OTAN a lancé il y a 15 ans le " dialogue méditerranéen " en direction des pays arabes du bassin méditerranéen, cependant il n'a pas donné grand chose. C'est différent avec Israël. Qui aurait prédit il y a 15 ans que l'alliance atlantique, conçue pour défendre l'Europe occidentale, aurait survécu et se serait même développée après la mort de la menace soviétique ? Quand l'OTAN intègre les pays du Pacte de Varsovie, on peut encore parler de défense de l'Europe, mais la notion de sécurité occidentale a pris un tout autre sens avec le déploiement de l'OTAN en Afghanistan. La plupart des Européens ont refusé un déploiement de l'alliance en Irak ; faire adhérer Israël enverrait un message contraire.

L'OTAN est une alliance militaire, pas un club politique et les intérêts israéliens ne sont pas les mêmes que ceux des membres de l'alliance. L'OTAN pourrait être utile dans la région comme force d'interposition : elle ne doit pas s'engager en faveur d'un des belligérants.

Peter Struck



Ancien député SPD au Bundestag et président du groupe parlementaire social démocrate (1998-2002), Peter Struck est le ministre allemand de la Défense.

« Le monde entier peut être notre terrain d'opération »

Source : Berliner Zeitung

Référence : « Das Einsatzgebiet kann die ganze Welt sein », par Peter Struck, *Berliner Zeitung*, 18 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La relation de la gauche politique avec l'armée a beaucoup évolué. Quand un ministre de la défense social-démocrate explique que le terrain d'intervention de l'armée peut se trouver n'importe où dans le monde en cas d'urgence, et que personne ne s'y oppose, ni dans son parti, ni dans la population, c'est le signe d'un grand changement. Tout le monde sait que les soldats allemands en Afghanistan risquent leur vie, même s'ils ne participent pas directement aux combats et qu'ils essaient de ne pas trop s'impliquer dans la lutte contre la drogue pour ne pas s'aliéner la population, comme le stipule la résolution du Bundestag. Nous allons tout de même participer, à compter d'octobre, à la mise en place de l'unité antidrogue afghane. Les soldats ne participeront pas à la destruction des cultures ou des laboratoires, mais risquent néanmoins de subir des représailles.

La prochaine intervention aura lieu au Soudan, le Bundestag ayant voté l'envoi de 50 observateurs non armés, dans le cadre de la force de l'ONU composée de 10 000 hommes. Si l'Union africaine ne vient pas à bout des problèmes dans le Sud du pays, alors l'ONU devra intervenir. Les lanceurs de missiles Meads sont indispensables pour nos futures interventions ; nous regretterions dans le futur d'avoir à acheter ces systèmes très cher si nous n'investissons pas dans leurs développements. Même si le projet de financement est adopté, nous pouvons toujours nous en retirer si besoin est.

Je vais me battre contre la suppression du service militaire obligatoire. Si, lors du congrès en novembre, le SPD décide autrement, nous devons revoir nos projets et l'armée fédérale ne pourra pas remplir toutes ses missions. Cela n'impliquerait pour autant pas une démission de ma part, ce serait simplement un travail de réforme et de réduction des effectifs pendant quelques années. Je me verrais bien quitter la fonction en 2010, avec le sentiment d'avoir préparé la Bundeswehr pour les 20 ou 30 années à venir.